

# Avec ou sans,

Le travail, on nous bassine avec. On nous dit qu'il en faut plus, plus pour manger ailleurs qu'aux *restos du coeur*, plus pour être enfin dignes, plus pour réussir, plus pour sauver la croissance et la France ; plus et plus longtemps pour avoir droit à une retraite, à une allocation de chômage, pour payer le docteur et les médicaments, le loyer et l'avocat, plus pour ne pas être un de ces assistés qui se la coule douce pendant que les autres produisent pour lui, pour pas mettre la honte à ses mômes, pas être un perdant. De l'assemblée nationale au gouvernement, du yacht de Bolloré au C.A de l'Unedic et à l'Anpe, ça passe en boucle dans les machines à boucles qui nous enserrant. Entubage cathodique et capital partout. Il y a même des syndicats pour soutenir ça, des faux représentants toujours prêts à brader ce qui avait été concédé, à contribuer à toutes les "réformes", du chômage à l'école, contre les grévistes et autres contestataires qui disent *abrogation*, contre les premiers concernés qui refusent ces lois.

Le travailler plus, on veut nous l'imposer, non seulement comme condition de survie, devoir tout accepter à n'importe quel tarif, mais comme croyance, on s'y réaliserait... Sauf que le travail, c'est nous qui le faisons. Et nous ne marchons pas dans la combine. De cachets payés au lance pierre en stages quasi gratuit, de mission d'interim en boulot de caissière, de bilans de compétence en période d'essai, de fin de contrat sans droit à alloc' en prospection free-lance à nos frais, nous ne sommes pas des partenaires sociaux mais des salariés confrontés à la discontinuité de l'emploi, à la précarisation. On l'a vu avec l'Unedic et le protocole régissant l'intermittence du spectacle, ils sont décidés à casser toute forme de mutualisation. Ceux qui sont employés sans ouvrir droit au chômage financent les bénéfices des employeurs et les salariés les mieux payés dont les allocations augmentent. Ils veulent une société d'inégalités, de concurrence, et fabriquent les outils pour l'imposer. Toujours plus. Voilà pourquoi les intermittents et précaires ont inventé un modèle d'indemnisation du chômage qui pose comme base le droit à une allocation quotidienne au moins égale au SMIC jour. Voilà contre quoi nous nous sommes battus depuis juin 2003.

Leur système ? Jouer des différences, en faire des oppositions, tracer des frontières et nous attaquer séparément, avec ou sans papier, avec ou sans emploi, avec ou sans parcours scolaire attesté jusqu'au "supérieur". Nous ne sommes pas hypnotisés par les formules du pouvoir. Nous voulons vivre. Les lycéens et les étudiants en lutte, nous les invitons à participer à cette manifestation, un autre pas vers d'autres possibles. Il faut en être. Pourquoi ? Parce qu'un quart des lycéens de Seine Saint-Denis occupe déjà un emploi, parce que la grande majorité des "étudiants" est *déjà précaire*, passe par l'emploi discontinu, l'emploi déguisé en stage, le travail de formation gratuit (sauf les boursiers... et les "fraudeurs" du RMI). Parce que ce n'est pas demain que le capital, avec la LRU, va investir l'étude et chercher à se soumettre la vie entière des scolaires, c'est déjà en route. Être là, avec d'autres, c'est un *contre-pied* au "travailler plus" et à la "réforme" des minima sociaux qu'ils nous préparent (contrat unique d'insertion, disent-ils) et un *pas-de-côté* hors l'isolement catégoriel de cette affaire d'étudiants ou de jeunes et qui va bientôt se clore dont nous bassinent les média, lorsqu'ils évoquent le conflit en cours.

Revendiquer ne serait-ce que le RMI pour les djeun's et les diants-diants, ça semble minable vu le montant ? De la grenaille, comme à Villiers le Bel ? Il n'empêche, cela protégerait de certains emplois que l'on pourrait alors refuser, ça ça compte, pour aujourd'hui et demain, pour chacun et pour tous ; ça semble une revendication intégrée, il n'empêche, une base matérielle pour ceux qui n'héritent de rien, pas même de leur(s) histoire(s), c'est la moindre des choses ; ça semble une revendication farfelue, il n'empêche, le dire depuis l'école, c'est manifester une solidarité enfin concrète avec les millions d'allocataires des minima et du chômage (que les scolarisés seront aussi, par intermittence ou de façon plus durable). On nous a assez fait savoir que ces feignasses d'assistés sont nuls, pas employables, des parasites, si des scolarisés, pas des z'exclus, pas des déchets sociaux, mais la ressource majeure de leur capitalisme cognitif, disaient, sans misérabilisme ! un revenu même si minimum, il nous le faut ("Tanguy ? Non merci !"), eh bien la stigmatisation des pauvres en prendrait un sacré coup.

Depuis près de dix ans des mouvements de précaires manifestent chaque fin d'année contre la précarisation et pour de nouveaux droits. Aujourd'hui, nombre de nantis reçoivent des milliers d'euros du trésor public pendant que des millions de fauchés espèrent une maigre "prime de Noël". L'arrogance réactionnaire semble ne plus connaître de limites. C'est à chacun, maintenant, de prendre position, activement. Comme sur le toit du MEDEF, à la Star Academy, au C.A de l'Unedic, au J.T de France 2, prenons parti, ne laissons pas dire à notre place. Avec ou sans, comme dit la chanson : contre la barbarie, groupons nous ! Vive les coordinations ! Rejoignons chômeurs et précaires dans la rue.

**Tous à la manifestation contre la précarisation  
samedi 8 décembre à 14h République**

*Atelier "Sarkozy au RMI !", coordination des intermittents et précaires*

## Université ouverte

L'an dernier la Cip-idf organisait une université ouverte autour des relations et dispositifs de pouvoir, de la gouvernance dans le néolibéralisme à partir des cours de Foucault, *Naissance de la biopolitique*.

Il s'agira cette année d'aller voir plus précisément du côté des gouvernés, des contre-conduites et des processus de subjectivation.

La première séance de l'UO en octobre proposait une Introduction à la micropolitique à partir du livre de Félix Guattari et Suely Rolnik, *Micropolitiques* et de l'expérience de la coordination des intermittents et précaires. Le mois de novembre a été consacré à travers plusieurs ateliers aux différentes tentatives de Fernand Deligny. Voici la prochaine séance, qui sera comme toutes les autres suivie d'une soupe:

### Jeudi 13 décembre à 18h30

Ecosophie ou barbarie avec Valérie Marange

S'appuyer sur la subjectivité, les mentalités pour dépasser l'économie  
(*Les trois écologies* de Félix Guattari)

## Atelier d'analyse et de critique du discours politique

Le monde réenchanté de Nicolas Sarkozy.

Il s'agit de faire un travail collectif d'analyse et de critique du discours politique dans le cadre d'un atelier ouvert à tous. Un atelier pratique, et même politique, si on l'envisage selon sa finalité : développer des moyens efficaces de contrer les effets, sur nous-mêmes et sur les autres, du discours politique autorisé. On pourrait dire, en ce sens qu'il s'agit d'un atelier d'autoformation à la critique de l'idéologie. Les problématiques aussi bien que les méthodes se définiront, s'imposeront peu à peu d'elles-mêmes, au cours des ateliers - il faut savoir prendre son temps.

Nous avons décidé de travailler sur les discours de Nicolas Sarkozy. Les discussions ont été vives à ce sujet mais nous sommes tous d'accord pour dire que le pouvoir vient de plus loin et que son action s'étend bien au delà du champ "politicien" et si le pouvoir est partout, peu importe où on le saisit, l'important pour nous étant de faire porter notre analyse et notre critique sur un discours qui soit d'actualité et qui soit prononcé à l'adresse de tout un chacun - chacun a le droit et, c'est notre conviction, la capacité d'y répondre.

Prochaine séance:

**mercredi 12 décembre de 19h00 à 22h00**

# Précaires, ne reste pas seul



RMI, CA, API, ARE, ASS, CAE, ALS, CMU, AME, AAH, AÏE, OUILLE\*, trop-perçus, radiations, contrôles, suspensions....

Si la CAF, l'ANPE, l'ASSEDIC, le CAS ou la Dases vous cassent les pieds, passez donc témoigner, vous défendre, agir collectivement.

Ni spécialistes, ni "bénévoles", mais précaires, intermittents de l'emploi et du chômage, étudiants, employés à pas cher qui survivent avec des bouts d'allocs et de salaires, nous avons tous affaire aux institutions sociales et proposons des permanences pour partager les expériences et les infos.

**Comment obtenir une aide financière du centre d'action sociale ? Que faire en cas de radiation du chômage ou du RMI ? La CAF vous réclame un trop perçu ? Avant le RMI, lorsque on a moins de 25 ans, y a-t-il des recettes pour s'en sortir ? Vous voulez faire une formation et on vous propose un stage CV. Votre référent RMI vous met la pression sur l'insertion.**

Rien qu'à Paris nous sommes plus de 300 000 précaires, alors venez, seul ou nombreux, et faites passer le mot.

## Permanence précarité tous les lundi de 16h30 à 18h00

\*RMI: Revenu minuscule et d'insertion / CA: Chiffre d'affaires mais aussi Contrat d'avenir / API: Allocation parent isolée / ASSEDIC: Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce / ARE: Allocation de retour à l'emploi / AÏE : interjection, prononcée à l'ouverture d'une lettre de demande de trop perçus de la CAF / ASS: Allocation spécifique de solidarité, en voie de suppression / CAE : Contrat d'accompagnement vers l'emploi / ALS: Allocation de logement à caractère social / CMU: Couverture maladie universelle mais pas pour tout le monde / AME: Aide médicale d'Etat / AAH: Allocation adulte handicapé / OUILLE : interjection utilisable lors de l'ouverture d'une lettre de refus de validation d'un contrat d'insertion / CAF: Caisse d'allocations familiales et contrôleurs assidus des foyers / CAS : Centre d'action sociale / ANPE : Association des nouveaux prolétaires exaspérés / DASES : Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé



Coordination des intermittents et précaires d'île de france  
14 quai de la charente 75019 Paris, M° Corentin Cariou Tél : 01 40 34 59 74  
[www.cip-idf.org](http://www.cip-idf.org)